

MONGOLIE 2025

Atelier Do it yourself d'isolation
de logements particuliers



geres
LA SOLIDARITÉ
CLIMATIQUE
EN ACTION

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2025

Quand la solidarité est remise en cause, les défis s'intensifient. Mais notre ambition reste intacte.

La crise des prix de l'énergie frappe de plein fouet les personnes et communautés les plus vulnérables. Partout dans le monde, des millions de familles et de petites entreprises artisanales ou agricoles voient leur accès à l'électricité, au chauffage ou à la cuisson propre remis en cause, renforçant les inégalités et fragilisant l'économie. Cette crise rappelle avec force que l'énergie n'est pas un luxe, mais un droit fondamental, indispensable à la dignité, à la santé et au progrès humain. Aujourd'hui, ce droit est menacé.

MARIE-NOËLLE REBOULET

Présidente

Force est de constater que, près de 50 ans après le premier choc pétrolier, nous restons fortement dépendant-es au pétrole et au gaz fossile. Malgré les alertes scientifiques, les engagements internationaux et l'urgence climatique, ils dominent toujours notre mix énergétique, alors que des solutions existent : efficacité et rénovation énergétique, énergies renouvelables, sobriété. Il y a 50 ans, en réponse à ce choc, des physiciens marseillais créaient le Geres pour mettre l'énergie solaire au service de tous-tes. Depuis, notre association a grandi, elle agit maintenant en France et dans une dizaine de pays d'Asie et d'Afrique. La Solidarité climatique demeure notre boussole pour une transition énergétique qui ne laisse personne de côté, qui s'appuie sur les ressources et savoir-faire locaux, l'innovation et la coopération internationale.

Nos actions sur le terrain présentées dans ce rapport annuel, cuisson propre au Bénin et au Togo, distribution de solutions énergétiques propres au Myanmar, promotion de la méthanisation en Provence-Alpes-Côte d'Azur, efficacité énergétique dans l'industrie au Cambodge ou dans l'habitat au Maroc, électrification des TPE en Afrique de l'Ouest, démontrent chaque jour que des solutions existent, et qu'elles transforment des vies. Un grand merci à toutes les équipes du Geres et à celles de nos partenaires pour leur travail et leur engagement, clés de ces réussites.

Pourtant, notre capacité à répondre à ces besoins est aujourd'hui menacée. La baisse des budgets publics en faveur de l'environnement et de la solidarité internationale, devenus variables d'ajustement du budget national, et les attaques répétées contre les associations affaiblissent notre action collective. Ces restrictions ne sont pas seulement

des coups portés à notre secteur : elles hypothèquent l'avenir et détruisent l'espoir de millions de personnes à travers le monde qui ont besoin de cette solidarité.

Quand la solidarité est remise en cause, les défis s'intensifient. Mais notre ambition reste intacte. Nous chercherons toujours à renforcer et à montrer les impacts de nos actions. Nous continuerons à agir concrètement avec les habitants et habitantes, les organisations de la société civile, les autorités et les entreprises locales, à innover, à fédérer les compétences. En 2026, nous renforcerons nos partenariats, développerons de nouvelles actions, chercherons à promouvoir notre expertise et nous maintiendrons nos efforts



pour l'action climatique et l'accès à une énergie propre et durable pour tous-tes.

Enfin, nous défendrons la solidarité internationale, qui, porteuse de réciprocité, contribue directement à répondre à des enjeux communs qui ignorent les frontières. Car de l'énergie propre et durable, c'est bien plus que des kilowattheures : c'est la clé d'un avenir de paix, d'émancipation et de progrès social sur une Terre habitable.

Un très grand merci aux donateurs et donatrices, petit-es et grand-es, publics et privés, qui nous ont accompagnés jusque-là. À vous tous et toutes, merci de nous faire confiance pour construire ce futur ensemble.

SOUTENEZ LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE



Aujourd'hui, le contexte politique en France et à l'international nous rappelle l'urgence de poursuivre nos actions. Les budgets alloués à la solidarité internationale sont drastiquement réduits, tandis que les extrêmes gagnent du terrain, menaçant les valeurs de solidarité et de coopération qui sont au cœur de notre mission.

Face à ces défis, notre détermination n'en est que plus forte : la transition énergétique, écologique et solidaire ne peut attendre.

Face à ces défis, la générosité de nos soutiens, allié-es, donateur-ices, adhérent-es n'en est que plus importante. Un simple don nous permet de financer des projets

en France et à l'international, mais également de faire fonctionner notre association et d'en assurer la bonne gestion, au siège et dans nos antennes à travers le monde.

Faire un don ou adhérer, c'est partager notre vision, notre mission et nos valeurs, c'est donner de la force à notre organisation, c'est la faire grandir. Faire un don, aussi minime soit-il, c'est montrer un soutien moral, tout aussi indispensable que le soutien financier.

Engagez-vous à nos côtés afin d'agir pour une justice sociale et climatique concrète : soutenez la transition énergétique solidaire, soutenez le Geres.

En bref

La Solidarité climatique en action

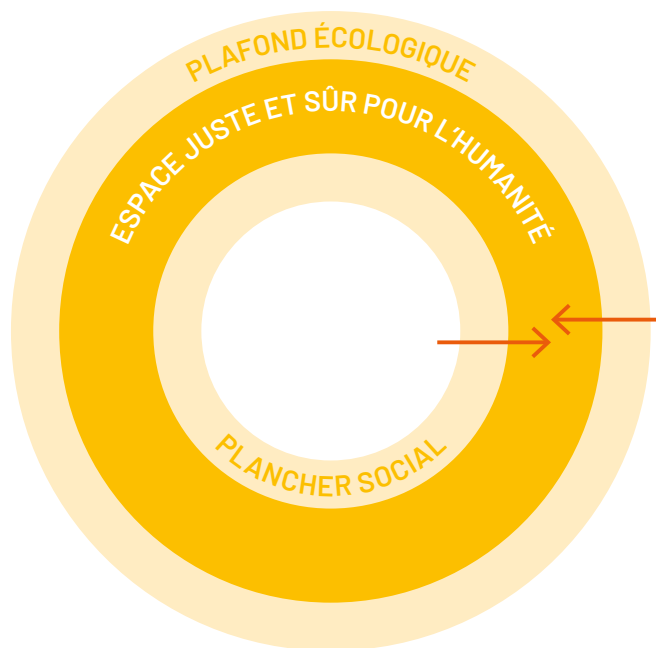
Depuis 1976, le Geres agit pour la transition énergétique comme levier de justice sociale et climatique. Association de développement et de solidarité internationale, nous intervenons en France et à l'international pour lutter contre la précarité énergétique, les changements climatiques et leurs impacts, tout en contribuant à l'amélioration durable des conditions de vie des personnes les plus exposées.

Nous affirmons que les crises climatiques et énergétiques sont indissociables des inégalités sociales, économiques, de genre et géopolitiques. Celles et ceux qui en subissent le plus durement les conséquences sont aussi celles et ceux qui y ont le moins contribué. Face à ce constat, nous portons notre vision : la Solidarité climatique, fondée sur la responsabilité différenciée, la justice et la coopération entre les territoires et les peuples.

NOS EXPERTISES MÉTIERS

Nos équipes agissent au siège et sur le terrain pour développer l'accès à une énergie durable et à des services adaptés. Nous soutenons la diffusion de solutions énergétiques innovantes et faisons la promotion de pratiques performantes, efficaces et responsables. Cet engagement se construit au plus proche des personnes et communautés locales : aux côtés des politiques, des décideur·euses, des citoyen·nes, des acteur·ices locaux·ales pour favoriser l'acceptabilité et la transition solidaire.

Notre vision s'inspire du modèle du donut développé par Kate Raworth, professeure à l'université d'Oxford, qui définit l'espace juste et sûr pour l'humanité comme situé entre le plancher social et le plafond écologique.



11

REPRÉSENTATIONS
PERMANENTES

62

PARTENAIRES
TECHNIQUES

169

COLLABORATEURS
ET COLLABORATRICES

41

PROJETS EN COURS

28

PARTENAIRES
FINANCIERS

161 000

BÉNÉFICIAIRES
DIRECT·ES

Les femmes et les hommes du Geres

LE COMITÉ DE DIRECTION

DIRECTION GÉNÉRALE

Laurence Tommasino, déléguée générale

DIRECTION OPÉRATIONNELLE

Julien Jacquot

DIRECTION ADMINISTRATIVE & FINANCIÈRE

Laurent Collinet-Brdys

DIRECTION DÉVELOPPEMENT & MOBILISATION

Gilles Martin-Gilis

RÉGION EUROPE-MÉDITERRANÉE

Alexia Hebraud, 1^{er} lien de la gouvernance partagée

DIRECTION RÉGIONALE AFRIQUE DE L'OUEST

Raphaël Accart

DIRECTION RÉGIONALE ASIE

Quentin Moreau

DIRECTION GERES EXPERTISE

Alexis Caujolle

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Marie-Noëlle Reboulet
PRÉSIDENTE



Vincent Priori
VICE-PRÉSIDENT



Frédéric Bœuf
TRÉSORIER



Cécile de Calan
SECRÉTAIRE

« Ancienne salariée du Geres, où j'ai exercé la fonction de Directrice Afrique de l'Ouest, je suis profondément convaincue de la pertinence de son mandat et de la force de son action. Je crois à la nécessité de mobiliser les énergies citoyennes pour porter, collectivement, la transition énergétique et la lutte contre le changement climatique, en France comme à l'international.

Dans un contexte d'urgence croissante, l'engagement du Geres, à la fois exigeant, sérieux et ancré dans le réel, est plus que jamais essentiel. C'est en tant que nouvelle membre du conseil d'administration que je poursuis cet engagement à ses côtés, au service de cette dynamique collective. »

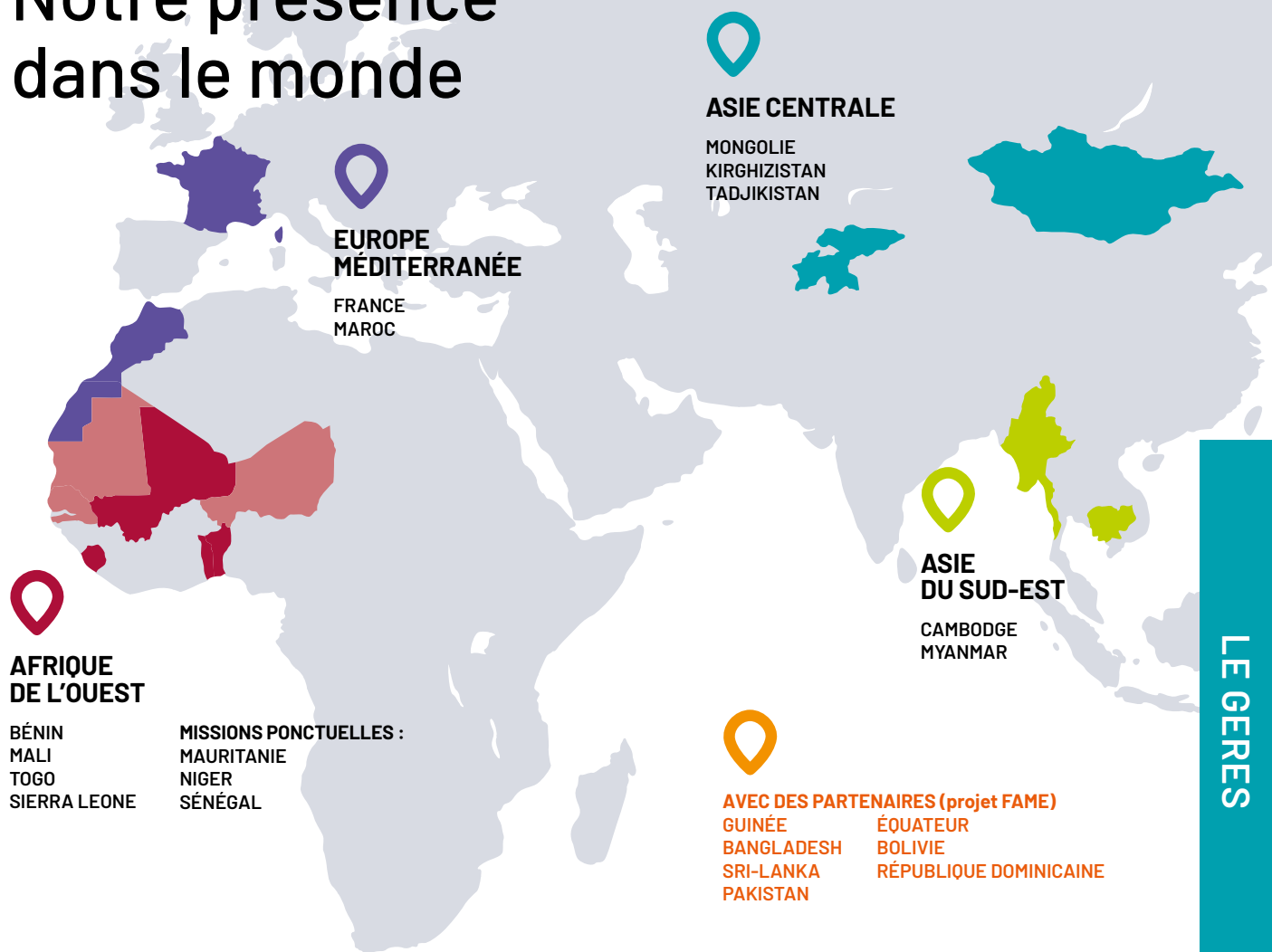


ANNE LANCELOT

Les autres membres du CA :

Jean-Louis Bal, Luc Bonnamour, Éric Buchet, Sophie Ibos, Jean-Claude Chassagnoux, Julie Fardoux-Chassing, Alain Guinebault, Silvia Pariente-David, Pascale Strubel, Jean-Michel Scuitto, Anne Lancelot.

Notre présence dans le monde



LE GERES

NOS ÉQUIPES

184 personnes sont directement engagées au service du Geres :

169
COLLABORATRICES
ET COLLABORATEURS

81
FEMMES

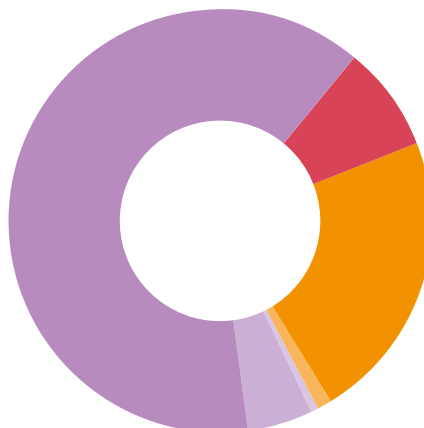
88
HOMMES

126
PERSONNES
TRAVAILLANT HORS
DE L'UE DONT :

117
EN CONTRATS LOCAUX

8
EN CONTRATS EXPATRIÉS
SOUS-RÉGIONAUX

1
VOLONTAIRE
DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE



15
ADMINISTRATEUR·ICES
BÉNÉVOLES

43
PERSONNES
TRAVAILLANT
DANS L'UE DONT :

41
EN FRANCE DONT
1 EN ALTERNANCE

2
DANS LE RESTE
DE L'UE

DYNAMISER LA TRANSITION VERTE ET JUSTE EN MÉDITERRANÉE : LE CONSORTIUM BAUNOW RÉUNI À MARSEILLE PAR LE GERES

Près de deux ans après le lancement du projet BauNOW et deux premières rencontres en Slovénie, le consortium européen s'est réuni à Marseille, à l'invitation du Geres, pour une troisième étape de travail collectif. Cette rencontre s'inscrit dans une dynamique visant à accélérer la transition verte et juste à l'échelle des territoires méditerranéens.

Réunissant une vingtaine de représentant-es de huit organisations et six pays d'Europe (Albanie, Croatie, France, Italie, Monténégro, Slovénie), ces deux journées ont permis de renforcer la coopération autour des objectifs du projet : former les acteur-ices locaux-ales pour faciliter la mise en œuvre de stratégies de transition et partager les avancées des projets déployés dans chaque région.



Le Geres a pu présenter les progrès de la phase pilote de coopérative carbone locale, réalisée en appui à une initiative de la métropole Aix-Marseille Provence. Cette structure doit faciliter le soutien par des entreprises régionales à des projets locaux de décarbonation qui soient en phase avec les enjeux prioritaires de transition du territoire.

Au-delà des travaux du consortium, ces échanges ont été enrichis par la visite d'une

exploitation agricole, qui a notamment réintroduit la culture d'amandiers selon des pratiques labellisées bas-carbone (ex. espace-ment des plants) et par une table ronde avec des acteur-ices du territoire. Ils confirment l'importance de la coopération entre parties prenantes, de l'expérimentation ouverte et des retours d'expérience de terrain, pour faire émerger des trajectoires de transition crédibles, inclusives et durables en Méditerranée.

ACCÉLÉRER LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE EN MONGOLIE GRÂCE À DES ÉCHANGES ENTRE PAIRS

En juin 2025, le Geres a proposé une rencontre inédite des parties prenantes de deux de ses projets : SWITCH-Asia, financé par l'Union européenne, et FRESH, financé par l'Agence Française de Développement (AFD).

Ce voyage d'étude entre la Mongolie, la France et la Belgique a contribué au dialogue multi-acteur-ices et transnational autour d'un enjeu central : la rénovation énergétique du bâti. Parlementaires, représentant-es d'institutions publiques et financières se sont réunies pour partager leurs expériences et identifier ensemble des leviers d'action afin de renforcer la coopération entre institutions, acteurs financiers, entreprises et société civile.

Lors de ces échanges, ont notamment été abordés les défis rencontrés en Mongolie pour accélérer la rénovation énergétique afin d'améliorer le confort thermique, réduire la pollution atmosphérique et limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Trois enseignements clés en ressortent : la nécessité de promouvoir une approche globale fondée sur des politiques publiques solides garantes de la durabilité des dynamiques engagées, l'importance de mobiliser des acteur-ices financier-ères pour accompagner de manière inclusive les ménages dans le financement de la rénovation de leur habitat, et le déploiement de mécanismes de subventions associant citoyen-nés et acteur-ices du secteur de la construction.

Cette dynamique ouvre des perspectives concrètes pour la Mongolie : renforcer les cadres réglementaires et financiers, développer des partenariats internationaux et engager une transition énergétique ambitieuse, au service de la santé, du climat et de la qualité de vie des habitant-es.

DÉCOUVRIR LE PROJET EN VIDÉO :
« RETOUR SUR LE STUDY TOUR ENTRE
MONGOLIE, BELGIQUE ET FRANCE »



RENFORCER NOTRE ENGAGEMENT DE LONGUE DATE POUR UNE FINANCE CARBONE PLUS JUSTE ET TRANSPARENTE

Depuis 2014, avec le soutien de l'ADEME, le Geres anime la plateforme d'information indépendante InfoCC (Information Contribution neutralité Carbone), dédiée au marché volontaire du carbone. Année après année, le Geres a contribué à éclairer, renforcer et valoriser les bonnes pratiques dans un secteur en constante évolution, marqué par des exigences croissantes de transparence et de qualité.

En 2025, InfoCC a célébré ses dix ans d'existence. Au cours de cette décennie, la plateforme s'est imposée comme un espace de référence pour décrypter l'actualité de la finance carbone, analyser les initiatives en faveur d'un marché à la fois rigoureux et équitable,

et accompagner la montée en compétences des parties prenantes, qu'il s'agisse d'acheteur-euses de crédits carbone ou de porteur-euses de projets.

Cette dynamique s'inscrit dans la continuité de l'engagement historique du Geres sur la finance carbone, initié dès 2004 avec CO2 Solidaire, l'une des premières démarches européennes de contribution carbone à impact social. InfoCC poursuit ainsi une ambition constante : mieux comprendre, structurer et rendre accessible un marché en transformation permanente, au service d'une transition climatique plus ambitieuse et plus juste.



QUELQUES CHIFFRES

Une explosion de la valeur : le marché "vu de France" est passé de **6,7 millions d'euros en 2014 à 254 millions en 2023**.

Un impact démultiplié : de **1,3 million de tonnes éq.CO₂ évitées ou séquestrées à plus de 16,7 millions** sur la même période.



SOUTENIR L'ÉMERGENCE D'ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LEVIER DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

C'est aux côtés de quatre autres ONG membres de Coordination SUD - AVSF, Entrepreneurs du Monde, le Gret et la SIDI - que le Geres a participé à la publication d'une tribune pour défendre le développement d'une Économie Sociale et Solidaire (ESS) à lucrativité limitée dans les pays du Sud.

Déjà engagées sur le terrain sur des sujets variés - énergie, eau, agriculture, déchets, nutrition - ces structures accompagnent des initiatives fondées sur l'utilité sociale, la gouvernance participative et le réinvestissement, mais ces modèles restent freinés par des cadres juridiques et financiers peu adaptés aux besoins des territoires.

Le développement d'entreprises sociales à lucrativité limitée constitue un puissant moteur de croissance locale, nécessitant cependant, un cadre et des outils spécifiques

encore inexistantes ou difficilement accessibles aujourd'hui. Les cinq ONG appellent au développement de mécanismes financiers dédiés, combinant subventions, prêts, garanties activables aux différentes étapes de naissance et de vie de l'entreprise.

Portée auprès de l'Agence Française de Développement, cette tribune a été présentée lors du Forum mondial de l'ESS à Bordeaux en octobre 2025, illustrant la force du plaidoyer collectif. Pour Coordination SUD et ses membres, les entreprises sociales à lucrativité limitée incarnent un levier de coopération, de solidarité internationale et de justice sociale, en faveur d'un développement durable.

« Le Geres s'appuie sur une approche de développement économique fondée sur l'incubation et le soutien à des entreprises sociales locales. Ces social businesses sont pour nous des acteur-ices essentiel-les du développement, capables d'assurer la continuité des dynamiques engagées sur le long terme. Au Mali, Green Biz Africa exploite aujourd'hui 11 mini-réseaux électriques ruraux, et au Myanmar, le réseau Ah Lin Tan fédère plus de 150 distributrices de solutions énergétiques durables. »



ROMAIN CRES

Responsable développement économique

FAIRE CONVERGER LES SOLIDARITÉS : AGIR À L'INTERNATIONAL ET EN FRANCE FACE AUX ENJEUX COMMUNS

Dans le Traverses n°54, publication du Groupe Initiatives, sept de ses ONG membres – GRDR, CRATerre, IRAM, AVSF, Initiative Développement, CIEDEL et le Geres – s'interrogent sur leurs pratiques et proposent de repenser leurs modes d'action face aux nombreux défis socio-économiques et environnementaux actuels.

Cette édition propose une lecture renouvelée de la solidarité internationale où les frontières entre local et global s'estompent au profit d'une action plus cohérente, inclusive et adaptée aux enjeux contemporains.

Le Groupe Initiatives y valorise des approches collectives fondées sur la coopération et la mutualisation des expertises et insiste sur le rôle central des dynamiques pluri-acteur-ices dans la mise en œuvre de projets

complexes, ancrés dans les réalités locales et construits avec l'ensemble des acteur-ices des territoires.

Dans sa contribution, le Geres met en avant son expertise sur les enjeux énergie-climat et sa capacité à articuler action internationale et action territoriale en France. Son implication dans des dispositifs tels que le SLIME (Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie) à Marseille illustre cette approche intégrée. La lutte contre la précarité énergétique y devient un levier de transition écologique et de justice sociale, engageant décideur-euses institutionnel-les, artisan-es et habitant-es.

CONSULTER LA PUBLICATION TRAVERSES 54 :
« FAIRE CONVERGER LES SOLIDARITÉS :
AGIR À L'INTERNATIONAL ET EN FRANCE
FACE AUX ENJEUX COMMUNS »



TRANSFORMER COLLECTIVEMENT LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET TRACER UNE TRAJECTOIRE DE DÉCARBONATION AMBITIEUSE

Le Projet d'Appui à la Mobilisation des ONG françaises sur le Climat (PAMOC4), soutenu par l'Agence Française de Développement depuis 2022, constitue un levier essentiel pour l'intégration des enjeux carbone et climat au sein du secteur de la solidarité internationale. Le projet a été co-animé par le Gret et un consortium d'ONG, au sein duquel le Geres a joué un rôle moteur dans la capitalisation, notamment à travers la production d'une douzaine de publications thématiques et l'animation d'ateliers participatifs.

Le 4ème cycle triennal de PAMOC, de la Commission Climat et Développement (CCD) de Coordination SUD, a permis de renforcer les compétences des divers-es acteur-ices grâce à la formation et la diffusion de ressources. C'est également une nouvelle dynamique qui s'est créée à travers l'enquête annuelle et les échanges de bonnes pratiques.

Nourri par ces réflexions entre pairs, le Geres a affiné les options envisagées pour sa future trajectoire de décarbonation. Dans le cadre de son chantier de Responsabilité Climatique de l'Organisation (RCO), l'association s'engage aujourd'hui dans l'évolution de ses pratiques de mobilité

aérienne, la promotion d'un numérique responsable, ainsi que la diffusion de cette démarche en France comme dans ses antennes.

La Communauté Écologie et Territoire (COMETE), nouveau cycle prochainement proposé à l'AFD, visera à consolider les acquis du programme PAMOC afin d'amplifier les actions et d'accompagner le changement de pratiques du secteur à plus grande échelle.

QUELQUES CHIFFRES

Le PAMOC a touché **700 bénéficiaires directs** es tout en renforçant un réseau de **54 ONG membres**.

93 % des participant-es déclarent avoir amélioré leurs connaissances climat.

79 % affirment avoir déjà intégré ces nouveaux acquis dans la conception de leurs projets de terrain.

CONTRIBUER À LA TRANSITION DURABLE DES TERRITOIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST, GRÂCE À LA CUISSON PROPRE ET À LA FINANCE CARBONE

En Afrique de l'Ouest, le Geres accompagne au Bénin, au Mali et au Niger la diffusion de solutions de cuisson propre adaptées aux réalités locales, avec une ambition globale : accélérer la transition bas-carbone et renforcer l'autonomie des communautés.



Foyers de cuisson domestiques améliorés, équipements productifs et méthaniseurs contribuent à transformer les usages, améliorer les conditions de vie et réduire la pression sur les ressources naturelles.

Ces actions reposent sur un accompagnement des entrepreneur-euses locaux-ales et des groupements de femmes productrices et/ou utilisatrices de ces équipements bas-carbone : formalisation, renforcement des compétences, sensibilisation climat-énergie-inclusion et mise en réseau... L'objectif étant de consolider et structurer des filières locales durables favorisant la sécurité alimentaire des communautés rurales.

Au Mali, le programme Climat et Énergie en Afrique de l'Ouest (CENAO) a posé dès 2010

les bases du potentiel de la finance carbone sur le terrain. Aujourd'hui, au Mali (et bientôt au Bénin), le monitoring des équipements permet de valoriser les réductions d'émissions en crédits carbone, ouvrant la voie à des mécanismes de financement durables, contribuant au développement et à la pérennité des filières.

Au Niger, le projet HASKE (« lumière » en langue haoussa) prolonge cette dynamique en accompagnant l'État dans la structuration d'une stratégie nationale de cuisson propre et le développement des capacités en matière de monitoring carbone.

QUELQUES CHIFFRES

420 foyers améliorés productifs diffusés au Bénin sur le projet Accès à l'Énergie et à l'Efficacité Énergétique (A3E) phase 1.

110 groupements économiques féminins soutenus, représentant plus de 1600 femmes dont les revenus ont augmenté au Bénin (filrière manioc) et au Togo (filrière pêche).

+10 000 tonnes éqCO₂ économisées grâce à la baisse de la consommation de bois pour la transformation du manioc en gari.

Amélioration des conditions de vie et de travail des femmes : baisse des fumées nocives, positions de travail moins harassantes, exposition plus faible aux brûlures, augmentation des revenus, pérennisation des emplois.

AGIR ENSEMBLE, À TRAVERS LE MONDE, POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES GRÂCE À L'ÉNERGIE : UN TÉMOIGNAGE DE LA FONDATION RAJA-DANIÈLE MARCOVICI



Depuis sa création en 2006, la Fondation RAJA-Danièle Marcovici est devenue un acteur de référence dans l'émancipation des femmes à travers le monde. En portant un plaidoyer national fort et en soutenant des projets concrets, elle place l'inclusion socio-économique des femmes au cœur de son action et encourage la reconnaissance du rôle central des femmes dans la protection des écosystèmes, la résilience des communautés et la lutte contre le réchauffement climatique. Sa mission résonne avec la vision du Geres : une Solidarité climatique où le développement durable est indissociable de la solidarité et de l'équité de genre. Aux côtés du Geres, elle agit pour que les femmes ne soient plus les premières victimes de la précarité énergétique, mais les actrices principales de la transition.

La collaboration avec le Geres s'est inscrite dans la durée et la confiance. Et, depuis plus de 10 ans, elle s'est déployée sur des terrains variés, du Myanmar, pour le soutien au développement économique des femmes, au Maroc, jusqu'au déploiement actuel du programme Accès à l'Énergie et à l'Efficacité Énergétique (A3E) au Bénin. Cette relation a évolué et s'est transformée. D'un soutien ponctuel, elle est devenue un véritable partenariat stratégique, permettant de relever ensemble des défis complexes et d'y apporter des solutions durables.

Au Bénin, le soutien au projet A3E illustre parfaitement sa volonté de favoriser des synergies porteuses d'impact en faisant la promotion de l'accès à l'électricité et à une cuisson propre pour les usages productifs. La Fondation s'engage avec réactivité et fait le choix d'accompagner des innovations sociales ambitieuses, telles que l'intermédiation financière pour les femmes rurales.

Le lien entre le Geres et la Fondation RAJA-Danièle Marcovici est aujourd'hui un pilier de son action internationale. C'est un partenariat solide, fondé sur une exigence partagée d'efficacité et une ambition commune : bâtir un avenir bas-carbone où chaque femme dispose des ressources pour entreprendre.

« Nous soutenons le Geres depuis 2012 dans ses actions en faveur d'un meilleur accès à l'énergie pour les femmes en situation de précarité. À travers ses projets, le Geres encourage la participation active des femmes au développement de leur territoire et leur permet de faire entendre leur voix. Nous apprécions particulièrement son expertise de terrain, notamment dans l'analyse et la prise en compte des besoins spécifiques des femmes, entre autres, ainsi que sa capacité à construire des réponses adaptées avec les acteur-ices locaux-ales. Les projets portés par le Geres retiennent notre attention car ils ont un impact direct sur la santé des femmes, l'efficacité énergétique de leurs activités et leur autonomisation économique. Ils placent les femmes au cœur du développement local de leur territoire dans un rôle qui est valorisé par leur communauté. »



EMMA JACQUET

Responsable des programmes de mécénat

PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT RURAL DURABLE ET INCLUSIF AU MYANMAR GRÂCE À L'ENTREPRENEURIAT SOCIAL

Initié en 2024 au Myanmar avec le Gret, le projet *Securing Energy Needs and Transition of Rural areas in Myanmar* (SENTRUM) vise à renforcer l'accès à une énergie fiable et propre, tout en soutenant les communautés rurales par la formation et l'accès à l'emploi.

Créée lors d'un précédent projet, l'entreprise sociale à but non lucratif Ah Lin Tan change aujourd'hui d'échelle tout en poursuivant son objectif principal : faciliter l'accès à des solutions énergétiques durables dans les zones rurales, notamment via la distribution au dernier kilomètre. Elle s'appuie sur un réseau de femmes entrepreneures locales qui assurent la promotion et la vente des équipements énergétiques (cuisson améliorée, solaire) tout en accompagnant les ménages dans



leurs usages. Pour structurer et renforcer ce modèle, le réseau s'étend aujourd'hui avec dix femmes *Middle Women Entrepreneurs*, formées pour recruter et encadrer les distributrices.

En parallèle, Ah Lin Tan élargit ses actions pour répondre plus globalement aux besoins locaux avec notamment, la fourniture des matériaux nécessaires à la rénovation du bâti pour lutter contre des situations de chaleur extrêmes de plus en plus difficiles à vivre. En combinant entrepreneuriat féminin, innovation sociale et accès à l'énergie, Ah Lin Tan aide à améliorer le quotidien et à soutenir durablement l'économie locale.

Lors du séisme du 28 mars 2025 qui a lourdement touché la zone centrale du pays, Ah Lin Tan a contribué aux actions de soutien de court terme aux communautés en mettant en place des subventions à l'achat adaptées au niveau de revenus des ménages les plus fragilisés.

QUELQUES CHIFFRES

Croissance du réseau des Women Entrepreneurs d'Ah Lin Tan : **de 20 en 2024 à 120 distributrices fin 2025.**

1000 produits distribués par mois fin 2025, contre 100 produits en moyenne en 2024.

FORMER LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'AUDITEUR-ICES ET MANAGEUR-EUSES ET SOUTENIR LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE NATIONALE AU CAMBODGE

Depuis 2016, le Geres accompagne la transition énergétique de l'industrie textile et du secteur du bâtiment cambodgien, en identifiant les freins à l'adoption de solutions durables, notamment pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments ou des industries. Malgré des avancées, plusieurs obstacles persistent tels que : un cadre réglementaire limité, un manque de services spécialisés et un déficit de compétences professionnelles dans le secteur. En outre, la faible demande en solutions énergétiques durables constitue un frein supplémentaire à leur développement et à leur adoption.

Lancé en 2025, le projet *Capacity for Cambodia Energy Efficiency* (CapCEE) vise à renforcer les compétences locales en efficacité énergétique. Il a pour objectif de former des gestionnaires et auditeur-ices énergétiques qualifiés, capables d'accompagner les entreprises, notamment textiles, vers des pratiques plus durables.

Soutenant la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Efficacité Énergétique (NEEP), qui ambitionne une réduction de 42% des émissions d'ici 2030, CapCEE prévoit de former les enseignant-es de l'Institut de Technologie du

Cambodge (ITC), moderniser les outils pédagogiques, certifier 60 professionnel·les (dont 30% de femmes) et renforcer les capacités des autorités locales.

En accompagnant la structuration des compétences du secteur de l'énergie, le projet contribue à une transition sobre en carbone et durable au Cambodge.

QUELQUES CHIFFRES

Le programme a touché **819 usines et mobilisé 8 grandes marques** de confection, ce qui a permis de sensibiliser davantage les acteurs concernés et de favoriser l'adoption de mesures d'efficacité énergétique.

Huit provinces, dont Kampot et Kep ainsi que Svay Rieng et Prey Veng, ont bénéficié de formations sur l'efficacité énergétique et ont participé à une fresque du climat, ce qui a **renforcé la mise en œuvre de la politique nationale d'efficacité énergétique dans l'ensemble des provinces.**

Trois audits énergétiques seront réalisés par des professionnel·les formé·es dans le cadre du projet. Ils auront pour objectif d'identifier des mesures d'amélioration de la performance énergétique et de formuler des recommandations adaptées avec un **potentiel de réduction des GES d'au moins 20 000 kg éq. CO₂.**



ACCOMPAGNER LE DÉPLOIEMENT D'ÉNERGIES RENOUVELABLES SUR LE TERRITOIRE ... TANT QUE CELA RESTE POSSIBLE

Depuis 2020, le Geres accompagne l'émergence et le développement de projets de méthanisation en Région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur, notamment par sa présence au sein du consortium MéthaSynergie, qu'il coanime avec GRDF. Le collectif, réunissant des structures diverses (ADEME, DREAL, Chambres d'Agriculture, NaTran...), forme et accompagne les acteur·ices économiques et associatif·ves de la filière.

C'est dans ce cadre qu'associé à AtmoSud, le Geres a pu développer un nouvel outil au service du territoire : Methazoom. Aide à la planification territoriale pour les collectivités, mais également outil de promotion pour favoriser l'émergence de projets, Methazoom propose une première analyse de faisabilité et de déploiement de projets de méthanisation.

À ce jour reconnu par la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC), mais également par des ministères et agences départementales, cet outil particulièrement prometteur soutient activement le déploiement d'énergies renouvelables locales sur le territoire.

Étroitement lié à l'ingénierie publique territoriale et à ses ressources, Methazoom pourrait toutefois être fragilisé par les débats récents autour de l'organisation des opérateurs de l'État, dont l'ADEME. En effet, des évolutions conduisant à une réduction des moyens ou à une centralisation des compétences locales risqueraient de freiner l'actualisation régulière de l'outil, d'en affaiblir la lisibilité pour les acteur·ices de terrain, et plus largement de ralentir la dynamique collective engagée en faveur de la transition énergétique.

QUELQUES CHIFFRES

800 utilisateurs et utilisatrices par an.

62% des communes de PACA ont défini au moins une zone d'accélération des énergies renouvelables.



REPÉRER, DIAGNOSTIQUER, ORIENTER : LA VILLE DE MARSEILLE RENOUVELLE SA CONFIANCE AU DISPOSITIF SLIME

En 2025, la Ville de Marseille a renouvelé sa confiance au Service Local d'Intervention pour la Maîtrise de l'Énergie (dispositif SLIME) et réaffirmé son engagement en faveur d'une transition écologique ambitieuse à l'horizon 2030. Les résultats observés ont confirmé la pertinence de ce programme, justifiant sa reconduction pour 2025-2026 !

Élaboré par le réseau Cler et coordonné sur le territoire par le Geres, également membre

du réseau, le SLIME repose sur une méthode éprouvée : repérer, diagnostiquer, orienter et dépend d'une mobilisation conjointe, notamment de celle des acteur·ices de terrain. À Marseille, le consortium associe la Croix-Rouge Insertion, l'Association pour le Développement de Relations Intercommunautaires Méditerranéennes (ADRI), ESF Services et l'association Solidaires pour l'Habitat (SOLHA) Provence, en lien avec la Ville.

Le dispositif conjugue expertise technique, action sociale et sensibilisation, en plaçant les ménages au cœur de l'action afin de renforcer leur pouvoir d'agir. Concrètement, le SLIME permet d'aller vers les habitant·es, de

réaliser des diagnostics à domicile, de maîtriser les usages, d'apporter des solutions immédiates via de petits équipements et d'orienter vers la rénovation énergétique.

Ainsi, ce service local répond à une triple urgence : des logements fortement dégradés, une précarité financière croissante des ménages, et l'accélération des changements climatiques qui aggravent les situations de passoires et bouilloires thermiques dans les logements. Engagé, le SLIME contribue à la réduction des inégalités, à l'accès au droit et agit en faveur d'une transition juste pour tous et toutes.

QUELQUES CHIFFRES

333 accompagnements finalisés en 2025 par le SLIME coordonné par le Geres.

Pour chaque foyer : un **diagnostic socio-énergétique** au domicile du ménage, des conseils sur les écogestes adaptés, **la pose gratuite de matériels économes**, un accompagnement et soutien renforcé pour aller vers une sortie de la précarité énergétique selon les situations (humidité, travaux, impayés d'énergie). **Chaque foyer a reçu un rapport personnalisé facilitant le passage à l'action.**



QUELQUES CHIFFRES

Au Cambodge, **45 % de l'électricité est consacrée au rafraîchissement**, dont 80 % uniquement pour les bâtiments.

À travers des actions de sensibilisation, CHILL vise aussi à **diffuser des pratiques durables auprès d'environ 15 000 personnes**;

Lancement de l'enquête auprès de **200 ménages pour établir un diagnostic précis des besoins thermiques**.

INNOVER POUR UN CONFORT THERMIQUE DURABLE DE LA MONGOLIE AU CAMBODGE

Déployé au Cambodge, le projet *Cooling Homes - Innovative & Low-Impact Living* (CHILL) vise à **améliorer durablement le confort thermique des ménages modestes à Phnom Penh**.

Face à une urbanisation rapide et à des bâtiments peu adaptés à une chaleur croissante, le Geres et ses partenaires diffusent des solutions de rafraîchissement simples, accessibles et économes en énergie : isolation, toitures réfléchissantes, ombrages et ventilations naturelles.

S'appuyant sur une méthodologie combinant enquêtes de terrain et programmes pilotes,

les actions menées sont adaptées aux réalités des habitant-es et au climat cambodgien, tout en contribuant à impulser un marché local du rafraîchissement durable.

Le projet CHILL s'inscrit dans la continuité de nos activités menées en Mongolie avec le projet *Switch Off Air Pollution*. Dans des contextes de froid extrême, le Geres et l'ensemble des acteur-ices de la filière ont développé des compétences en ingénierie sociale, des méthodologies et des outils sur lesquels ils et elles ont capitalisé pour être en mesure de mener à bien une stratégie de répliation et de passage à l'échelle.

En effet, les déterminants socio-économiques et techniques de la précarité énergétique sont similaires dans les régions exposées aux températures extrêmes, qu'elles soient chaudes ou froides. Fort de cet apprentissage, le Geres transpose aujourd'hui ces approches au Cambodge, mais aussi dans d'autres pays chauds tels que le Myanmar, le Maroc ou encore le Bénin.

DIFFUSER NOTRE SAVOIR-FAIRE BIOCLIMATIQUE AU TADJIKISTAN ET AU KIRGHIZISTAN PAR LA CAPITALISATION

Depuis 2015, le Geres œuvre au Tadjikistan pour concevoir, développer et diffuser des logements bioclimatiques et accessibles, dits « à faible consommation d'énergie » (LECH), en zones rurales et périurbaines. Cette initiative vise à lutter contre la précarité énergétique des habitant-es tout en ayant des impacts sociaux, environnementaux et économiques durables : amélioration du confort thermique été comme hiver, amélioration de la santé, réduction de la pollution de l'air, gain de temps pour les activités productives et avancées en matière d'égalité de genre.

Soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre des programmes EcoDev et FRESH, puis intégré au programme régional *Green Homes in Central Asia* financé par la coopération britannique, le projet a permis la construction de plus de 1 540 logements depuis 2018, offrant un meilleur confort tout au long de l'année.

Pour structurer et valoriser l'expérience acquise, une étude de capitalisation documente les étapes clés, les résultats, les réussites ainsi que les défis rencontrés, dans une perspective de partage et d'apprentissage. Destinée aux autorités, partenaires et expert-es, elle propose une lecture claire du modèle LECH, de ses modalités de mise en œuvre et de ses impacts, tout en identifiant les leviers d'amélioration pour favoriser sa répliation à plus grande échelle.



QUELQUES CHIFFRES

Plus de 1 540 logements à faible consommation d'énergie construits en zones rurales et périurbaines au Tadjikistan, confirmant la viabilité technique et économique des solutions bioclimatiques à grande échelle.

Des économies de combustible pouvant être 2 à 4 fois supérieures dans les maisons bien conçues et bien orientées que dans les logements conventionnels, avec une consommation énergétique de chauffage fortement réduite.



REPENSER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS L'HABITAT GRÂCE À UN ESPACE DE RECHERCHE-ACTION PLURIDISCIPLINAIRE : FRESH-LAB

Initié en 2024 et déployé dans quatre de nos pays d'intervention, le projet FRESH (financé par l'Agence Française de Développement) porte une ambition forte : améliorer l'efficacité énergétique de l'habitat et garantir à chacun-e un logement digne face aux enjeux climatiques. S'appuyant sur les enseignements de projets antérieurs menés en Mongolie et au Tadjikistan, il développe, teste et évalue des solutions abordables, acceptables et efficaces d'adaptation de l'habitat en s'appuyant sur les forces vives du territoire : les habitant-es, les acteur-ices

de la construction et de la rénovation, et des matériaux localement disponibles.

Dans cette dynamique, un comité scientifique et technique a été créé : le FRESH-Lab. Il vise à accompagner la conception et la mise en œuvre des solutions de rénovation et d'adaptation de l'habitat dans des contextes de chaleur extrême. Véritable espace de réflexion critique, il réunit des expertises pluridisciplinaires — architectes, ingénieur-es, urbanistes issu-es d'ONG, d'organisations de la société civile et du monde académique.

D'autre part, le FRESH-Lab propose un espace d'échange entre pairs et acteur-ices du secteur à l'intersection de l'urbanisme, de l'habitat et du climat. En 2026, le FRESH-Lab poursuivra ses travaux et proposera une série d'événements, en ligne et en présentiel, afin de partager les apprentissages issus des expérimentations menées.

ÉTENDRE UNE EXPERTISE HISTORIQUE POUR L'ÉNERGIE PRODUCTIVE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST À LA SIERRA LEONE

Fort de plus de quinze ans d'expérience en Afrique de l'Ouest, le Geres, aux côtés de ses partenaires, a développé une expertise reconnue dans le déploiement de solutions d'accès à l'énergie productive en zones rurales et périurbaines.

Construit au Bénin, au Togo, au Mali, au Sénégal et au Burkina Faso, ce savoir-faire permet aujourd'hui d'agir également en Sierra Leone, où le Geres est présent depuis 2025, à travers le projet *Energy 4 Business*.

Energy 4 Business se développe autour d'un principe fondateur : adapter les solutions énergétiques aux géographies et aux usages. Dans les zones isolées, des kits solaires autonomes répondent aux besoins essentiels des TPE-PME, tandis que les Zones d'Activités Électrifiées (ZAE), autonomes ou connectées

à des mini-réseaux, soutiennent le développement entrepreneurial local. Aussi, le projet vient assurer la pérennité économique des mini-réseaux en stimulant la demande en électricité grâce au renforcement des usages productifs.

Le Geres a progressivement construit une approche systémique, allant du diagnostic des besoins énergétiques au suivi des usages, en passant par le dimensionnement des équipements, la formation à l'efficacité énergétique et le passage à l'échelle. En parallèle, l'accompagnement entrepreneurial proposé permet de structurer les activités, d'accéder aux financements et de renforcer le développement commercial, contribuant au renforcement des filières.

Le Geres et ADA pour Appui au Développement Autonome (ONG spécialisée dans la finance inclusive), forts de collaborations fructueuses sur le sujet, sont aujourd'hui animés par une ambition commune de développer un programme sous-régional d'envergure sur le sujet des usages productifs de l'énergie. Cela avec un double objectif : contribuer à la croissance économique des territoires concernés et à la demande de biens et services associée. Il s'agit également de renforcer le modèle économique des opérateurs privés gestionnaires de mini-réseaux, souvent en difficulté lorsqu'ils ne servent que les usagers domestiques de l'énergie.

QUELQUES CHIFFRES

+ de 200 PME accompagnées par le Geres dans 5 pays depuis 10 ans, dont plus d'une centaine en 2025.

Une quarantaine d'équipements (moulins, machines à coudre, machines à eau, réfrigérateurs et congélateurs, etc.) mis à disposition des acteur-ices productif-ves au Bénin et au Togo via des mécanismes de microcrédits et locations avec option d'achat (LOA).



IMPULSER L'INNOVATION TECHNIQUE ET COLLECTIVE PAR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

La transition énergétique ne dépend pas seulement des nouvelles technologies et des financements ; elle repose sur la force d'un ensemble d'acteur-ices solide, engagé et compétent. Entreprises, institutions, associations et organisations de la société civile : toutes et tous jouent un rôle essentiel dans la coordination et la réalisation des actions pour une transition juste et pérenne.

En se positionnant par l'assistance technique, le Geres partage son expérience acquise dans des contextes géographiques variés et facilite la contribution de chaque acteur-ice en valorisant sa plus-value propre au sein de l'ensemble.

RÉDUIRE, RÉUTILISER ET RECYCLER : NOTRE PROJET 3R PREND SON ENVOL AU BÉNIN

Au Bénin, le développement de solutions d'électrification hors réseau a dynamisé le marché et amélioré l'accès à l'énergie à travers le pays. Un nouveau défi se présente alors : la gestion de la fin de vie des équipements solaires. C'est là qu'intervient le projet 3R pour *Reduce, Reuse, Recycle* initié en 2025 par le Geres.

Fort d'une expertise terrain reconnue, le Geres crée le pont entre stratégie et mise en œuvre, en proposant des actions d'accompagnement sur mesure, adaptées aux besoins spécifiques des partenaires.

En 2026, un enjeu se dessine : positionner l'assistance technique au cœur de nos actions afin d'accompagner un nombre plus important de dynamiques locales, au-delà de nos capacités directes d'intervention. Cette approche décloisonnée facilite la diffusion des solutions à l'échelle nationale, renforce les capacités locales et amplifie significativement l'impact des actions menées.

L'hybridation de nos modes d'intervention, entre mise en œuvre directe d'actions pilotes innovantes et assistance technique pour le déploiement d'expériences réussies et validées par différent-es acteur-ices, constitue un véritable moteur de notre efficacité.



de déchets solaires et souligne les opportunités présentes pour la structuration d'une chaîne de valeur locale, encore sous-exploitée.

3R entre aujourd'hui dans une phase décisive. De nouveaux partenariats clés ont été développés, notamment avec la Direction générale de la planification énergétique et de l'électrification rurale (DGPER) du Bénin. D'autre part, des solutions concrètes seront prochainement mises en place afin de tester un modèle opérationnel capable d'organiser l'ensemble de la chaîne de valeur, de la collecte des équipements électriques jusqu'à leur recyclage.

Au-delà de la gestion des déchets solaires, le projet 3R ouvre la voie à la structuration d'une filière locale en faveur de l'accélération de la transition énergétique au Bénin, mais également de la création d'emplois durables. Les enseignements tirés des premières phases du projet permettront d'envisager une approche plus globale, potentiellement répliquable dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest confrontés aux mêmes enjeux.

CO-CONSTRUIRE NOTRE AVENIR VIA UNE COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Mostakbalouna, Notre Avenir, est un projet porté par la Ville de Lille et la commune d'Oujda au Maroc, auquel le Geres contribue en tant que **partenaire terrain**. Soutenu par l'Agence Française de Développement (AFD) via le dispositif Facilité de Financement des Collectivités Territoriales (FICOL), *Notre Avenir* s'inscrit dans une dynamique de coopération décentralisée entre les deux collectivités visant à renforcer la stratégie de transition énergétique et climatique d'Oujda et à promouvoir un développement urbain durable.

Fort de son expertise dans le développement de Services Info-Énergie Climat (SIEC) au Maroc, notamment dans les régions de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, et du Souss-Massa (province de Tata), le Geres intervient pour consolider la structuration de la Cellule Information Énergie Climat (CIEC) de la ville d'Oujda.

Cet appui porte sur la définition de la gouvernance, du mode de fonctionnement et du programme d'activités de la CIEC, ainsi que sur la mise en œuvre d'enquêtes de terrain et la formation des équipes locales. Un



accompagnement adapté et dimensionné aux besoins de la commune sera ainsi proposé.

Afin d'impulser également une dynamique locale et durable, un processus d'apprentissage collectif sera mis en place notamment à travers des sessions de coaching, ateliers thématiques et visites terrain.

ÉCRIRE ENSEMBLE LES CINQUANTE PROCHAINES ANNÉES : EN 2026, CÉLÉBRONS L'ANNIVERSAIRE DU GERES !

Le 1er octobre 2026, le Geres célébrera ses 50 ans d'engagement au service d'une transition énergétique juste et solidaire. Cinquante années d'actions concrètes en France et à l'international, d'actions innovantes, de partenariats engagés et de dynamiques collectives qui ont contribué à faire de l'énergie un levier essentiel et réel de justice sociale et climatique.

Depuis sa création, le Geres agit aux côtés des territoires et des acteur·ices de terrain pour démontrer qu'une transition écologique ambitieuse est possible, à condition d'être partagée, inclusive et ancrée dans les réalités locales. Ces cinquante années ont été marquées par des avancées, des apprentissages et des victoires collectives, portées par l'engagement constant de celles et ceux qui font vivre cette mission.

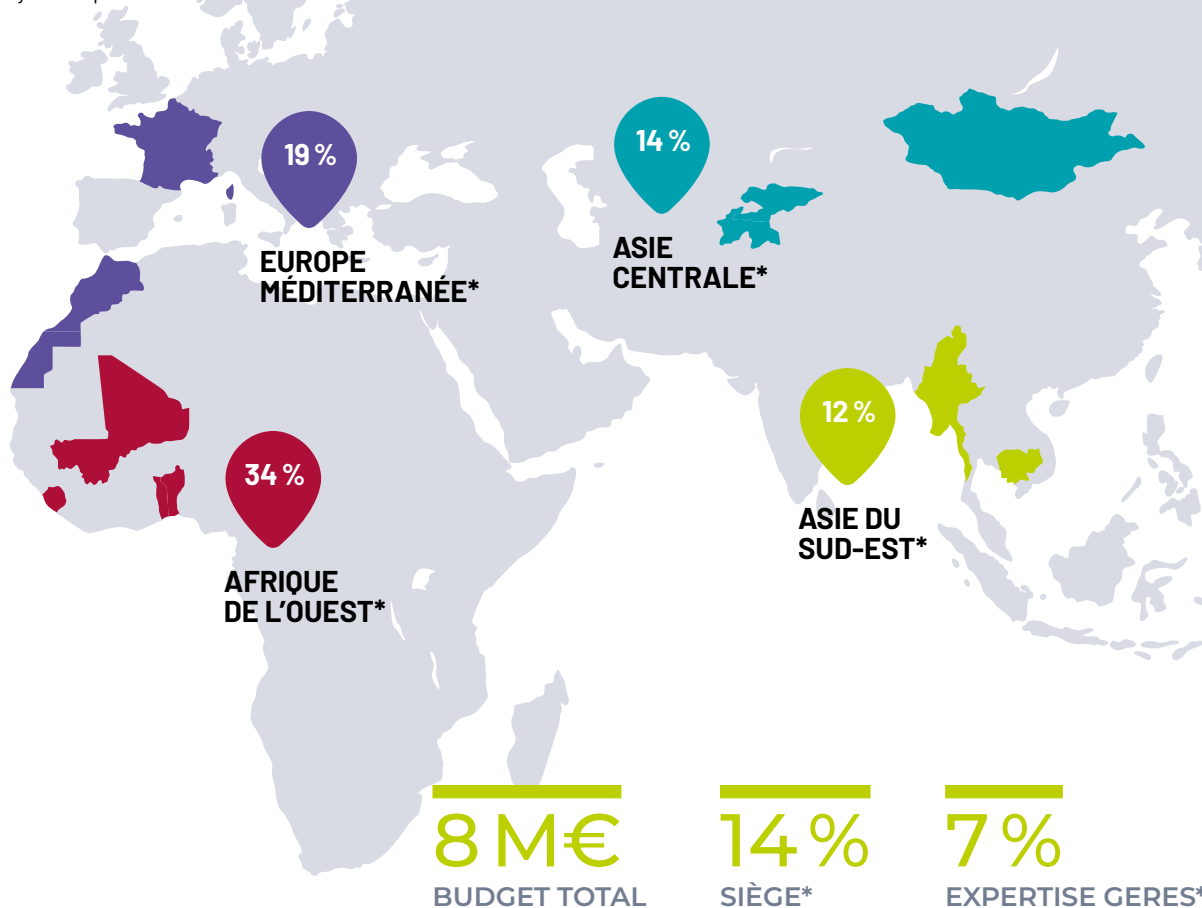
Dans un contexte international traversé par la multiplication des conflits, la montée des tensions géopolitiques et des extrêmes, ainsi que par les fragilisations croissantes des mécanismes de solidarité et de l'Aide Publique au Développement, cet anniversaire prend une résonance particulière. Il rappelle combien les coopérations internationales, le dialogue et la solidarité demeurent essentiels, alors même que les défis climatiques et sociaux s'intensifient.

Cet anniversaire sera ainsi l'occasion de rendre hommage à ce chemin parcouru, mais surtout de se projeter ensemble vers l'avenir. Aux côtés de nos partenaires, alliés, soutiens, bénévoles, salarié·es actuel·les et ancien·es, nous continuerons à imaginer et construire les 50 prochaines années d'action pour une Solidarité climatique forte, vivante et porteuse d'espoir.



Le budget atteint 8 M€. Il est en augmentation (+8 %) par rapport à 2024 (+623 K€).

L'Afrique de l'Ouest et la région Europe-Méditerranée restent respectivement la première (34 %) et la deuxième (19 %) région d'intervention du Geres. Suivent les régions Asie Centrale (14 %) et Asie du Sud-Est (12 %). L'unité transversale d'expertise (7 %), a progressé en raison d'un marché dans un pays d'Afrique de l'Ouest.



LE RÉSULTAT

Le Geres est déficitaire pour son exercice comptable 2025. Le résultat s'élève ainsi à -59 K€ contre - 47 K€ en 2024, malgré l'augmentation du budget. Les frais de fonctionnement et frais de recherche de fonds (+26 K€) sont stables.

Ce résultat déficitaire s'explique notamment par les déficits du siège (-38 K€) et de la région Europe-Méditerranée et plus particulièrement la France (-27 K€). Les revenus générés par les projets (via les Frais Administratifs forfaitaires notamment) sont en baisse malgré l'augmentation du budget et sont insuffisants pour couvrir tous nos frais. S'ajoutent aussi des risques de cofinancements qui ont dû être provisionnés.

*Exprimé en pourcentages des charges effectives et non des charges totales.

LES PERSPECTIVES

Le budget 2026 devrait être en hausse par rapport à 2025 mais avec des incertitudes importantes compte tenu des coupes que pourrait encore connaître l'Aide Publique au Développement (APD), des situations sécuritaires qui existent dans certains de nos pays d'intervention et de l'évolution des règles de certains bailleurs publics.

Le contexte politique et économique en France a aussi des conséquences pour l'ensemble des ONG et complexifie la collecte de fonds privés.

(voir encadré page 19)

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Les frais de fonctionnement et de recherche de fonds représentent 14 % du budget total contre 14,8 % en 2024 (+26 K€, +2 %).

Nous avons maîtrisé nos coûts malgré des frais importants liés à la rénovation de nos bureaux à Aubagne (46 K€).

Les comptes du Geres ont été arrêtés lors du Conseil d'Administration du 10 juin 2026 et sont certifiés par le commissaire aux comptes Llinas Audit.



Depuis 2014, le Geres bénéficie régulièrement du label IDEAS, qui atteste des bonnes pratiques de notre association en matière de gouvernance, de finances et d'évaluation. Décerné sur la base des exigences du "Guide IDEAS des Bonnes Pratiques", ce référentiel engage notre organisation dans une dynamique d'amélioration continue pour optimiser son action et favoriser son développement.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION

PRODUITS PAR ORIGINE	EXERCICE 2025				EXERCICE 2024			
	TOTAL	%	Dont Générosité	%	TOTAL	%	Dont Générosité	%
1- PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	106 282	1,34 %	106 282	83,45 %	83 955	1,15 %	83 955	100 %
1.1 Cotisations sans contrepartie	3 000		3 000		3 140		3 140	
1.2 Dons, legs et mécénat								
- Dons manuels non affectés	103 282		103 282		80 815		80 815	
- Dons manuels affectés	—		—		—		—	
- Legs et autres libéralités non affectées								
- Mécénat								
1.3 Autres produits liés à la générosité du public								
2- PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	1 364 022	17,23 %			1 368 462	18,73 %		
2.1 Cotisations avec contrepartie								
2.2 Parrainage des entreprises	63 160				114 522			
2.3 Contributions financières sans contrepartie	835 858				798 756			
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	465 005				455 183			
3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	6 088 936	76,92 %			5 515 267	75,50 %		
4- REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	292 443	3,69 %			306 072	4,19 %		
5- UTILISATIONS DES FONDS DÉDIÉS ANTÉRIEURS	64 437	0,81 %	21 077	16,55 %	31 285	0,43 %		
TOTAL	7 916 120		127 359		7 305 041		83 955	

CHARGES PAR DESTINATION	EXERCICE 2025				EXERCICE 2024			
	TOTAL	%	Dont Générosité	%	TOTAL	%	Dont Générosité	%
1- MISSIONS SOCIALES	6 549 135	82,12 %	104 359	81,94 %	5 995 997	81,56 %	80 815	96,26 %
1.1 Réalisées en France	998 029				937 113			
- Actions réalisées par l'organisme	869 909		1 837		890 594		41 083	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	128 120				46 519			
1.2 Réalisées à l'étranger	5 551 106				5 058 884			
- Actions réalisées par l'organisme	3 980 496		102 522		4 166 017		39 732	
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	1 570 610				892 866			
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	190 406	2,39 %		0,00 %	234 675	3,19 %		0,00 %
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	64 102				52 784			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	126 934				181 891			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	913 192	11,45 %	3 000	2,36 %	840 571	11,43 %	3 140	3,74 %
4- DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRÉCIATIONS	288 069	3,61 %			247 834	3,37 %		
5- IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	12 753	0,16 %			14 435	0,20 %		
6 - REPORTS EN FONDS DÉDIÉS DE L'EXERCICE	21 126	0,26 %	20 000	15,70 %	18 365	0,25 %		00,00 %
TOTAL	7 974 681		127 359		7 351 877		83 955	
EXCÉDENT OU DÉFICIT	- 58 561				- 46 837			

Les charges effectives augmentent de 14 % entre 2024 et 2025 et s'élèvent à 7665 K€ (+634 K€).

Les activités en Afrique de l'Ouest (2598 K€) diminuent de 4 %. Deux projets financés respectivement par l'UE et l'AFD, l'un au Mali et le second en Sierra Leone, représentent 56 % de l'activité de la région.

La région Europe-Méditerranée, augmente aussi bien en France (+61 K€, +7 %) qu'au Maroc (+316 K€, +194 %). Dans ce pays, les nouveaux projets FRESH et FAME démarrés en cours d'année 2024 ont fortement progressé. En France les projets restent majoritairement financés par l'ADEME et la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur. Comme en 2024, une partie de ces projets est directement mise en œuvre par l'association IRA2E dont le Geres est cofondateur, temporairement coordinateur et partenaire de mise en œuvre des projets.

L'Asie centrale (+2 %) reste la 3ème région d'activités (Mongolie et Tadjikistan) avec comme en 2024, différents projets financés par l'UE, l'AFD, la Fondation pour le Logement des Défavorisés, pour structurer des filières de constructions / rénovations énergétiques dans l'habitat et mettre des solutions énergétiques au service de l'agriculture.

L'Asie du Sud-Est est stable (-18 K€, -2 %). Le projet SENTRUM au Myanmar financé par l'UE en partenariat avec le Gret qui a démarré en 2024 représente 60 % de l'activité. Ce projet a pour objectif de rendre accessibles des solutions énergétiques en milieu rural isolé et d'améliorer l'habitat rural en zone chaude. Au Cambodge l'activité a continué à diminuer (-100 K€, -22 %) avec néanmoins encore deux projets en cours.

L'unité Expertise est en forte augmentation (+269 K€, +112 %). Le contrat pour le projet HASKE au Niger sur la cuisson durable financé par la Banque Mondiale et signé en décembre 2024 explique cette évolution (261 K€).

Les produits effectifs d'activité s'élèvent à 7,6 M€ en 2025, en augmentation de 559 K€ (+8 %) par rapport à 2024.

Les subventions représentent 91% des produits effectifs d'activité, contre 90% un an plus tôt. La part des subventions privées y est de 12%, contre 13% en 2024.

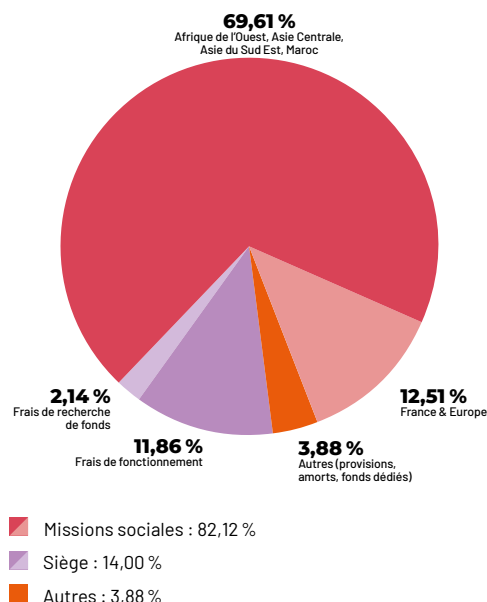
Les ventes de crédits carbone sont non significatives en 2025.

Le chiffre d'affaires représenté par les prestations de service est en augmentation (+43 K€, +22 %). en lien avec le contrat signé avec l'agence ANERSOL au Niger financé par la Banque Mondiale.

Les dons manuels issus de la générosité du public sont en augmentation (+22 K€) en raison d'un don exceptionnel (20 K€) qui a été affecté en fonds dédié pour un fonds de facilitation lié à certaines activités spécifiques.

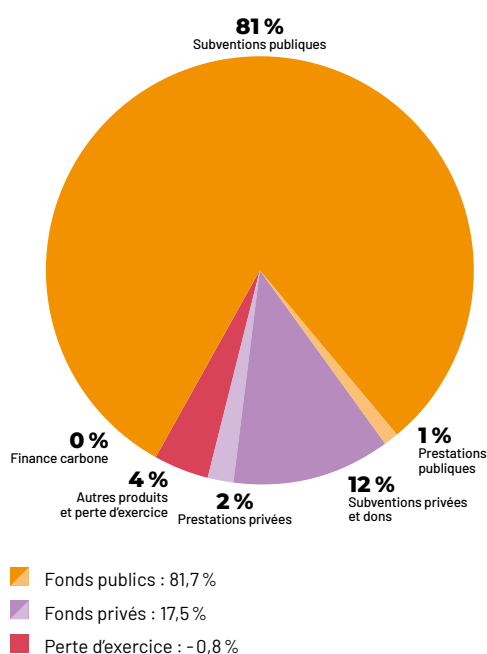
Les autres produits (646 K€) sont stables (-7 K€, -1 %). L'augmentation de l'utilisation de produits dédiés (+33 K€) et des stocks (+45 K€) compensent la baisse des autres produits d'activité (-71 K€). Ainsi, les produits financiers sont en baisse (-30 K€) à 105 K€. Ils sont liés principalement aux intérêts générés par divers placements. Les revenus liés à la mobilisation des entreprises sont eux aussi en baisse (-25 K€).

Répartition des charges en 2025



Origine des produits effectifs d'activité en 2025

Hors reprise de provisions, fonds dédiés et variations de stock



LE BILAN

ACTIF	2025	2024	ÉCART 2025-2024
ACTIF NET IMMOBILISÉ EN €	359 049	361 370	-1 %
En cours de production de services			
Stock de produits finis et encours	176 375	149 094	18 %
Créances d'exploitation	16 372 991	15 287 069	7 %
Produits à recevoir	102 433	71 130	0 %
Charges constatées d'avance	43 393	19 026	128 %
Disponibilités	6 324 646	9 134 199	-31 %
ACTIF NET CIRCULANT EN €	23 019 839	24 660 518	-7 %
TOTAL ACTIF NET EN €	23 378 888	25 021 888	-7 %

PASSIF	2025	2024	ÉCART 2025-2024
Fond social	1 527 555	1 574 391	-3 %
Résultat de l'exercice	-58 561	-46 836	25 %
FONDS ASSOCIATIFS EN €	1 468 994	1 527 555	-4 %
Provisions pour fin de carrière	105 557	59 914	0 %
Provisions pour risques et charges	664 524	708 075	0 %
Fonds dédiés	334 305	377 616	-11 %
PROVISIONS EN €	1 104 386	1 145 605	-4 %
Dettes auprès des établissements de crédit	160	—	
Dettes auprès des fournisseurs et comptes rattachés	3 577 803	5 453 561	-34 %
Dettes fiscales et sociales	452 116	342 116	32 %
Produits constatés d'avance	16 775 390	16 553 051	1 %
DETTES EN €	20 805 468	22 348 728	-7 %
TOTAL PASSIF EN €	23 378 888	25 021 888	-7 %

POUR SUIVRE, S'ADAPTER OU SE RÉINVENTER FACE À DES VENTS CONTRAIRES

C'est le titre de l'étude financée par Coordination SUD, menée par le cabinet Kayros et publiée en octobre 2025. Cette étude détaille les grands choix stratégiques qui s'offrent aux ONG dans ce monde nouveau qui se traduit notamment par la fin des 30 glorieuses de l'Aide Publique au Développement (APD).

Les pertes dégagées par le Geres ont été limitées ces deux dernières années (105 K€ cumulées) elles s'annoncent beaucoup plus importantes pour 2026 et 2027, année pour laquelle la visibilité du volume de notre portefeuille projet est de l'ordre de -30 % à ce qu'elle pouvait être les années précédentes.

À la baisse des financements publics, s'ajoutent les changements de fonctionnement de certains bailleurs de fonds du Geres et un changement de « mix-bailleurs », avec des règles moins favorables sur les financements des coûts de structure via le taux forfaitaire de Frais Administratifs. Le Geres va donc devoir faire face à une double contrainte.

Notre structure va devoir s'adapter économiquement et se réinventer. La réflexion engagée au cours des premiers mois de 2026 va se poursuivre tout au long de cette année. Elle se fait en lien avec d'autres ONG et notamment celles membres du Groupe Initiatives.

LE BILAN

Le total du bilan est en diminution (-7 %) passant de 25 M€ à 23,4 M€ (-1,6 M€).

Cette évolution est liée à la diminution de la trésorerie. Celle-ci avait en effet fortement augmenté en 2024 suite à la réception de la première tranche d'un projet en consortium pour lequel le Geres est leader (FAME). Une partie de cette avance a été reversée à nos partenaires ce qui explique la baisse des dettes au passif (-1,9 M€).

Les produits constatés d'avance au passif sont stables (+ 222 K€, +1 %) : ils traduisent les « réserves d'activité » pour les années 2026 et 2027.

En raison de la perte constatée en 2025, les fonds propres diminuent (-58 K€) et s'élèvent à 1 468 994 €. Ils représentent 18 % du budget de l'année 2025, soit 2,2 mois d'activités.

NOS PARTENAIRES FINANCIERS

Merci ! Le Geres tient à saluer l'engagement, la confiance et la fidélité de ses partenaires financiers sans qui ses actions et celles de ses partenaires techniques ne pourraient être menées.

COLLECTIVITÉS

- Région Sud - Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Ville de Marseille

ORGANISMES PUBLICS FRANÇAIS ET DE COOPÉRATION

- Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME)
- Agence Française de Développement (AFD)
- Chambre Régionale d'Agriculture Provence-Alpes Côte d'Azur
- Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
- Liechtenstein Development Service (LED)
- Union Européenne

FONDACTIONS, ENTREPRISES ET ASSOCIATIONS

- Association le Partenariat
- ClimateWorks Foundation
- EXTENDE
- F3E
- FEVE : SAS Fermes en Vie (via IRA2E)
- Fonds de dotation Énergie Solidaire
- Fonds de dotation Enerlis Solidarité
- Fonds L'Oréal pour les Femmes
- Fondation Artelia
- Fondation d'entreprise Nexans
- Fondation des Amis du Festival de Cannes
- Fondation Michelham
- Fondation pour le Logement des Défavorisés (FLD)
- Fondation Prince Albert II de Monaco (FPA2)
- Fondation RAJA-Danièle Marcovici
- Fondation Synergie Renouvelable
- Fondation Watt for Change - Groupe Valorem
- GRDF
- Mirova Foundation
- NaTran (anciennement GRTgaz)
- SOLAGRO (via IRA2E)
- SOLIDAE (Solidarité Déchets Assainissement Eau Énergie — dispositif de la Ville de Paris)

NOS RÉSEAUX PARTENAIRES



Le Geres est engagé de longue date au sein du réseau F3E, qui accompagne et soutient nos démarches d'apprentissage, d'évaluation et de prospective. Cette collaboration se traduit par des travaux communs, des expérimentations méthodologiques et une implication active dans la gouvernance et les réflexions stratégiques du réseau.



WWW.GERES.EU



2 cours Foch
13400 Aubagne, France
T. +33 (0)4 42 18 55 88
contact@geres.eu